COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 25 mai 2012
(convocation du 14 mai 2012)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Mai Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. POIGNONEC Michel, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à compter de 12h25	Mme. DELATTRE Nathalie à M. DELAUX Stéphan
M. DAVID Alain à M. TOUZEAU Jean à compter de 12h25	M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul à compter de 12h25
Mme. CARTRON Françoise à M. FELTESSE Vincent à compter de 12h	M. EGRON Jean-François à Mme. LIMOUZIN Michèle
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain	Mme EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie à compter de 12h
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe	M. GALAN Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 10h45	M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. FLORIAN Nicolas
M. PIERRE Maurice à Mme. FOURCADE Paulette à compter de 12h	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 9h50
M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel	M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à Mme. LIRE Marie Françoise
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain à compter de 11h30	Mme. HAYE Isabelle à M. HURMIC Pierre
Mme LACUEY Conchita à M. TURON Jean-Pierre à compter de 12h	M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL Clément à compter de 12h15
M. SOUBABERE Pierre à M. HERITIE Michel à compter de 10h15	M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck
Mme TERRAZA Brigitte à M. FREYGEFOND Ludovic à compter de 10h35	Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
M. ASSERAY Bruno à M. CHAUSSET Gérard	M. QUANCARD Denis à M. BOBET Patrick
Mme. BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques à compter de 12h	M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël jusqu'à 10h10
Mme BONNEFOY Christine à M. BONNIN Jean-Jacques à compter de 12h	Mme. SAINT-ORICE Nicole à Mme. TOUTON Elisabeth
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. FAORO Michèle	M. SIBE Maxime à M. CAZENAVE Charles

LA SEANCE EST OUVERTE

**Services et démocratie numériques - Cap Sciences - Projet "INMEDIATS" -
Participation financière de la Communauté urbaine de Bordeaux - Décision -
Autorisation**

Madame DE FRANCOIS présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

L'avènement du numérique dans nos sociétés introduit une révolution technologique (émergence des « villes intelligentes »), économique (essor de l'économie numérique fondée sur les nouveaux usages), sociétale (émancipation de l'utilisateur en passe de devenir consomm-acteur), et culturelle (éclosion de la culture digitale). Le numérique devient au cœur du développement des territoires.

Les actions de la Communauté communautaire urbaine visant à mettre fin aux difficultés d'accès à Internet haut débit sur le territoire se mettent progressivement en place, dans le cadre de la politique d'aménagement numérique du territoire.

Par ailleurs, l'accompagnement des citoyens vers la nouvelle démocratie numérique qui se dessine est un nouveau champ d'action sur lequel la Communauté urbaine doit jouer aux côtés de ses communes un rôle pour permettre la pleine participation de tous à la vie de la métropole, notamment à travers les nouveaux outils numériques.

L'Internet 1.0 a en effet permis de favoriser le dialogue direct et de décloisonner le débat public, en l'ouvrant largement, que ce soit en permettant aux citoyens d'interpeller les politiques directement via les réseaux sociaux, ou en mettant à leur disposition des outils permettant une diffusion plus large des concertations sur les grands projets de la Ville dès les phases amont (participation.lacub.fr, Agglo 3D), et tout récemment en leur donnant accès aux données publiques de la Communauté urbaine (opendata.lacub.fr).

L'Internet 2.0, avec la démultiplication de l'interactivité qu'il permet, est aujourd'hui un nouvel espace au potentiel prometteur qui reste à investir pour les collectivités locales, avec la proposition d'outils innovants pour associer encore plus étroitement les citoyens à la vie de la cité, à l'appropriation de ses caractéristiques et des leviers d'action de chacun, et aux réflexions sur son devenir.

Dans ce contexte, les risques liés à l'établissement durable d'une fracture numérique non seulement physique, mais aussi en termes d'usages et savoirs, se font de plus en plus préoccupants. Qui plus est, l'économie numérique est à la fois un secteur d'activités

prometteur et un univers résolument tourné vers la créativité et la maîtrise des nouvelles technologies. Il s'agit à cet égard d'un débouché potentiel particulièrement intéressant pour les jeunes, y compris ceux dépourvus de formation académique.

Pour demain, c'est une métropole 3.0 que nous devons construire, intelligente et respectueuse, puisant son intelligence non seulement dans la mise en réseau de technologies, mais surtout dans la créativité et l'expertise des hommes qui vivent dans la ville et l'animent. Cet objectif global et ambitieux fait partie intégrante du projet métropolitain qui guide depuis fin 2011 les actions de la métropole bordelaise à l'horizon 2030.

Afin de parvenir à la mise en place d'un laboratoire numérique métropolitain, dans un esprit d'innovation et d'expérimentation qui implique les utilisateurs à tous les stades de la démarche, il est donc nécessaire d'apporter une attention particulière au travail d'interaction avec les citoyens, autour de trois axes : équiper (pour donner l'accès aux infrastructures et services), former (pour répondre aux besoins numériques essentiels) et échanger.

Dans ce contexte, le projet **Inmédiats** (Innovation pour la Médiation dans les Territoires), qui vise la diffusion à grande échelle par le numérique de la culture scientifique et technique peut présenter un vrai intérêt pour la Communauté Urbaine de Bordeaux, comme terrain d'expérimentation des solutions de médiation à partir de technologies numériques en lien avec le projet de Cité Numérique et pour l'enrichissement de l'axe de travail de la Communauté Urbaine de Bordeaux sur la démocratie numérique.

Son objectif est de réduire les distances sociales, culturelles et territoriales dans la diffusion des sciences et techniques en proposant des modes d'accès innovants pour les publics empêchés ou éloignés de la culture.

Il propose pour cela de développer et d'expérimenter de nouveaux outils de médiation culturelle faisant largement appel aux technologies numériques (et en s'inspirant par exemple des schémas de pensée à l'oeuvre dans les communautés du logiciel libre et de l'innovation ouverte, pour renouveler et optimiser les pratiques de création et de médiation (fonctionnement en réseaux, co-construction de contenus, conception d'outils innovants, etc.) et impliquant plus particulièrement les 15-25 ans.

Ce projet est porté par un consortium constitué de 6 centres de sciences en région :

- Cap Sciences (Bordeaux Aquitaine), qui pilote le dispositif ;
- Espace des Sciences (Rennes Bretagne) ;
- La Casemate (Grenoble Agglomération) ;
- Relais d'sciences (Caen Basse- Normandie) ;
- Science Animation (Toulouse Midi-Pyrénées) ;
- Universcience (Paris Ile-de-France).

Il a décroché, en septembre 2011, 15 millions d'euros dans le cadre de l'appel à projets "Développement de la culture scientifique et Égalité des chances" du Programme des Investissements d'Avenir.

Il se déploie sur **trois axes** :

- **La mise en place d'équipements structurants**

Création de nouveaux lieux de rencontre (fixes ou itinérants) avec les publics, basés sur l'élaboration de nouveaux types de ressources numériques et de nouvelles interfaces numériques (réalité virtuelle et augmentée, holographie 3D, motion capture, immersion, etc.),

- **La création de contenus et services numériques innovants**

Services numériques collaboratifs offrant des ressources et des retours d'expériences professionnelles et permettant la co-construction avec les différentes communautés d'utilisateurs (professionnels, partenaires et les publics, etc.) : création de contenus numériques ou process de médiation innovants, pour toucher de nouveaux publics et pour permettre un suivi des utilisateurs (lien entre physique et virtuel, avatars, serious games, applications et comportements liés à la mobilité, intégration aux réseaux sociaux, etc.),

- **L'évaluation, la diffusion et la formation**

Toutes les innovations et expérimentations mises en œuvre sur tous les territoires couverts par Inmédiats seront évaluées, analysées, formalisées afin d'être transférées à l'échelle nationale et internationale.

De plus, les partenaires du consortium souhaitent questionner et partager leur retour d'expérience à travers la mise en œuvre d'un séminaire réflexif annuel d'accompagnement pendant toute la durée du projet.

10 projets ont été ainsi identifiés au sein de ces trois axes, répartis au sein des 6 centres membres du consortium.

Nouveaux espaces de médiation	Contenus et Services numériques	Évaluation et Dissémination
Living Lab (Relais d'sciences)	Navinum/SciencesOnaute (Cap Sciences)	Évaluation (La Casemate)
Fab Lab (Science Animation)	Réseau Social Territorial (La Casemate)	Dissémination (Cap Sciences)
MédiaMobile (Science Animation)	Mondes virtuels (Espace des sciences)	
Studio numérique (Espace des sciences)	Serious Games (Universcience)	

Entre parenthèses figurent les référents territoriaux de chaque projet

Le budget global du projet Inmédiats s'élève à 31 315 943 Euros sur la période 2011-2015, financé à hauteur de 15 millions d'Euros à travers le programme Investissements d'Avenir, comme indiqué précédemment.

Concernant Cap Sciences, qui intervient d'une part en tant que coordinateur global des partenaires de ce projet et d'autre part en tant que porteur de divers sous-projets, le budget s'élève à 3 636 000 Euros entre 2012 et 2015.

La répartition prévisionnelle des financements s'établit comme suit :

Budget prévisionnel :

	2012	2013	2014	2015	TOTAL
Total	808 515,00	983 515,00	955 515,00	888 455,00	3 636 000,00
ANRU	404 258,00	491 758,00	477 758,00	444 226,00	1 818 000,00
CRA	195 000,00	238 000,00	227 000,00	213 000,00	873 000,00
CUB	180 000,00	218 507,00	209 514,00	195 979,00	804 000,00
Autres	29 257,00	35 250,00	41 243,00	35 250,00	141 000,00

Cap Sciences est coordinateur du consortium, reçoit les financements et rend des comptes au titre de ce rôle et au travers d'une convention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)

Cap Sciences ainsi que les six autres centres de sciences recueillent des financements locaux. La répartition du financement de l'état est faite au prorata des participations locales reçues. ;

La Communauté Urbaine de Bordeaux est associée au même titre que les autres partenaires et au travers notamment du comité de pilotage, aux orientations et arbitrages au fil de l'avancée du projet.

Sur le fond, et dans sa philosophie générale, le projet Inmédiats s'inscrit pleinement dans la stratégie numérique de la Communauté urbaine en termes de démocratie numérique telle qu'exposée ci-avant, de part les partages d'expériences et la production intellectuelle autour de l'ensemble des projets portés par Cap Sciences et ses partenaires tout d'abord, mais aussi dans la mesure où le territoire communautaire lui-même pourrait servir de champ d'expérimentation des nouveaux outils de médiation imaginés à travers Inmédiats.

De fait, alors qu'un partenariat étroit se noue entre la Communauté urbaine et Cap Sciences, notamment à travers la mise en place d'une convention triennale pour le soutien de l'activité générale de cet acteur clé du paysage territorial, il paraît pertinent d'accompagner le projet Inmédiats dans le cadre d'une convention spécifique adaptée aux enjeux et délais de mise en oeuvre attachés à cette démarche.

Il vous est ainsi proposé d'apporter le soutien de la Communauté urbaine de Bordeaux à ce programme Inmédiats, ainsi que formalisé à travers la convention annexée à la présente délibération, qui définit ainsi les modalités du soutien apporté par la Communauté urbaine à Cap Sciences dans le cadre du projet Inmédiats, les axes de collaboration identifiés, la gouvernance pour la partie locale du projet, ainsi que les modalités de versement de la contribution de la Communauté urbaine.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT le rôle joué par Cap Sciences dans le cadre de ce projet pour la médiation et la diffusion du savoir à partir des nouveaux outils numériques sur le territoire communautaire,

Considérant la volonté de la Communauté urbaine de Bordeaux de soutenir les actions s'inscrivant dans le programme Inmédiats compte tenu de la convergence d'intérêts sur les objectifs poursuivis,

DECIDE

Article 1 : La Communauté urbaine de Bordeaux accordera une participation financière au projet Inmédiats, pour un montant maximal de 804 000 € pour la période 2012/2015, dont une subvention 180 000 Euros HT pour l'année 2012.

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à signer la convention pluriannuelle 2012/2015 avec Cap Sciences, précisant les modalités d'octroi de la subvention communautaire, dont le montant pour les années 2013 à 2015 devra être confirmé annuellement par une nouvelle délibération .

Article 3 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal, Chap 65, Art 6574, fonction 8160, CRB BE00.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 25 mai 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
la Vice-Présidente,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
18 JUIN 2012

PUBLIÉ LE : 18 JUIN 2012

Mme. BÉATRICE DE FRANCOIS